



Bilan négatif sur la sécurité ? Douane détournée et brisée !

Rattrapé par un bilan négatif sur la sécurité, le Gouvernement annonce une loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) qui dégradera davantage le contrôle des capitaux et marchandises aux frontières, déjà très fragilisé.

Parmi diverses promesses du président sortant, il s'agit de « doubler les effectifs sur le terrain d'ici à 2030 »¹. Pour y parvenir, ni grand plan de recrutement, ni abondement d'effectifs. Non, il s'agira d'une réallocation des moyens de l'État existants, comme M. Sarkozy en son temps. En d'autres termes, un immense jeu du bonneteau.



Privatisation de missions de Police...

D'abord, le Gouvernement planifie des externalisations / privatisations de missions, permettant de redéployer 3500 postes de policiers et gendarmes.

Quand le secteur public rétrécit...

Ainsi, plusieurs missions régaliennes seront confiées à des sociétés privées :

- la garde des bâtiments publics,
- le transfert des détenus,
- la police des audiences judiciaires.

... Le secteur privé en profite !

Le but de ces sociétés privées étant lucratif, le coût pour la collectivité de ces externalisations sera supérieur à celui de l'embauche de fonctionnaires d'État.



... Et abandon de missions de Douanes !

Ensuite, le Gouvernement planifie un abandon de missions, permettant de redéployer 3500 policiers garde-frontières (GF) de la Direction centrale de la Police aux frontières (DCPAF, 12 000 agents actuellement) vers la Direction centrale de la Sécurité publique (DCSP).

Davantage de missions « garde-frontières » migratoires et de contrôle des personnes...

Ainsi, la mission de garde-frontières (GF), au sens migratoire du terme, serait confiée à la Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) et à ses 8000 agents de la Surveillance (SURV) :

- sans effectifs supplémentaires dédiés ;
- alors qu'en même temps la Directrice générale demande - 500 emplois à la DGDDI entre 2021 et 2022 (voir annexe n°1 au verso) !

... C'est moins de contrôle des capitaux et marchandises !

En d'autres termes, les douaniers de la branche Surveillance (SURV) vont devoir assumer une mission supplémentaire, définie comme prioritaire par le Gouvernement, avec des effectifs en diminution !



En résumé : un jeu de bonneteau et une arnaque de la population

Afin de permettre la réallocation d'effectifs de policiers depuis la PAF vers le réseau intérieur des commissariats, la Douane est appelée à combler le vide pour le contrôle migratoire.

Cela signifie que la lutte contre la fraude (LCF) douanière, cœur historique du travail des douaniers, va être abandonné.

Et c'est la Direction générale elle-même qui l'affirme :

« La mission de contrôle migratoire ne peut pas s'exercer simultanément à la mission lutte contre la fraude douanière [...]. Les ressources ne sont pas mutualisables sur une même unité de temps »² !

Qui contrôlera les marchandises de contrebande ? Ainsi que les contrefaçons, par exemple sur les guirlandes électriques et les jouets ? Mécaniquement et logiquement personne ; la Répression des Fraudes n'ayant plus les effectifs pour prendre le relais de la Douane.

SOLIDAIRES Douanes alerte le grand public sur cette dégradation du service à la population, aussi bien par la moindre perception d'amendes douanières à même de financer le service public que par la libre-circulation de marchandises vérolées ! Les risques sanitaires, économiques ou de dangers sont colossaux.

Paris, le jeudi 10 février 2022

1 https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/policiers-sur-le-terrain-amendes-forfaitaires-budget-ce-qu-il-faut-retenir-des-annonces-de-macron-sur-la-securite_4911383.html

2 *La démarche stratégique de la Douane*, p15 (document daté de novembre 2021, mais publié en janvier 2022 !). Détails au verso.



Annexe n°1 : *bleu budgétaire*³ 2022

Actions : tout le monde est atteint en Surveillance (SU) et Opérations Commerciales (CO) :

- les brigades de surveillance intérieure (BSI), la Direction nationale de renseignement et des enquêtes douanières (DNRED), le Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF) et les services régionaux d'enquête (SRE) avec -232 postes (action n°1) ;
- les brigades frontières et garde-côtes avec -282 postes (action n°3), du fait notamment de la montée en charge de l'agence communautaire Frontex ;
- les services CO de l'action économique et du e-commerce avec -140 postes (action n°4) !

Action	Plafonds demandés			Évolution 2021-2022	
	Rappel 2020	2021	2022	Nombre	% ^{age}
01 Surveillance douanière des flux de personnes et de marchandises et lutte contre la grande fraude douanière (BSI, DNRED, SEJF, SRE)	7 450	7 555	7 323	-232	-3,07%
03 Préservation de la sécurité et de la sûreté de l'espace national et européen (brigades frontières et garde-côtes → en baisse du fait du bonneteau Garde-frontières/Frontex)	1 775	1 702	1 420	-282	-16,57%
04 Promotion des échanges internationaux et qualité du dédouanement (services opérations commerciales → action économique & contrôle du e-commerce en baisse)	3 280	3 148	3 018	-140	-4,13%
05 Fiscalité douanière, énergétique et environnementale (→ effectifs bloqués sur postes jusqu'au terme du Transfert/abandon des Missions Fiscales)	1 708	1 562	1 678	+116	+7,43%
06 Soutien des services opérationnels (A* → effectifs de l'encadrement supérieur en hausse pour mener en force les contre-réformes)	3 215	3 204	3 250	+48	+1,44%
08 Soutien au réseau des débitants de tabac (→ aucun effectif dédié, pour un secteur souffrant pourtant de la concurrence déloyale)	0	0	0	néant	=
Total	17 428	17 171	16 689	-482	-2,81%

Annexe n°2 : *La démarche stratégique de la Douane*

Approfondir l'harmonisation des méthodes de travail et de contrôles

L'Union européenne promouvant des méthodes de travail et de contrôle similaires pour les administrations garde-frontières, une collaboration forte s'est déjà instaurée avec le ministère de l'intérieur. Elle pourra être renforcée notamment par la création d'équipes mixtes chargées de l'analyse de risque migratoire, d'un réseau de référents douaniers locaux miroirs des référents zonaux de la PAF, de process métiers communs et de parcours de formation mutualisés.

Stabiliser les implantations douanières dans les PPF

La mission de contrôle migratoire ne peut pas s'exercer simultanément à la mission lutte contre la fraude douanière. Sur les PPF tenus de façon continue, chaque mission intervient à un moment différent du parcours voyageurs et obéit à un cadre juridique propre. Les ressources ne sont pas mutualisables sur une même unité de temps. Sur les PPF ouverts sur préavis, la mission de contrôle migratoire fige une partie de la capacité opérationnelle de la brigade et déporte les ressources affectées à la mission de lutte contre les trafics avec des organisations de service à revoir dans des délais de 24 à 48 heures généralement.

Stabiliser les implantations douanières dans les PPF → **PPF : Points de Passage Frontaliers**

La mission de contrôle migratoire ne peut pas s'exercer simultanément à la mission lutte contre la fraude douanière. Sur les PPF tenus de façon continue, chaque mission intervient à un moment différent du parcours voyageurs et obéit à un cadre juridique propre. Les ressources ne sont pas mutualisables sur une même unité de temps. Sur les

GAINS ATTENDUS

Pour l'État :

- le positionnement affirmé et enrichi de la douane sur les PPF aériens, maritimes et terrestres permet une gestion intégrée des frontières, dans une logique de rationalisation de la présence des services de l'État et d'optimisation des compétences, des pouvoirs et du positionnement de la douane

Pour les agents :

- la mise en place d'un axe stratégique sur le contrôle migratoire est une reconnaissance du travail réalisé par les agents depuis plusieurs années en tant que garde-frontières. L'attention portée aux conditions d'évolution vers le nouveau cadre d'exercice doit conforter leur engagement et leur optimisme
- les nouveaux SI européens constituent un équipement informatique adapté aux missions. D'un point de vue pratique, ils seront intégrés dans la récente application CTF, qui a remplacé Covadis, et offre aux agents une meilleure ergonomie et plus de fiabilité

LA DÉMARCHE STRATÉGIQUE DE LA DOUANE • PAGE 15


3 L'expression *bleu budgétaire* renvoie au document figurant en annexe au projet de loi de finances (PLF). Sa dénomination tient compte de la couleur de la couverture du document. Pour 2020, 2021 et 2022, voir respectivement [ici](#), [là](#) et [là](#). Nos publications sur les PLF successifs : <http://solidaires-douanes.org/PLF> .





Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil – boîte 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50

<http://solidaires-douanes.org/>

 SolidairesDouanes

 SolidR_DOUANES

 solidaires_douanes